

Sur les migrants, « la solidarité entre Etats est essentielle »

La présidente grecque, Ekaterini Sakellaropoulou, appelle les pays européens à partager le poids de la crise migratoire

ENTRETIEN

ATHÈNES - correspondance

Ekaterini Sakellaropoulou, 64 ans, a été la première femme élue à la présidence grecque. A la tête du Conseil d'Etat, elle s'était distinguée pour ses valeurs progressistes. Un an après sa nomination, le 13 mars 2020, elle dresse le bilan de cette année particulière jalonnée par la crise sanitaire, les tensions avec la Turquie et le défi de l'accueil des réfugiés en Europe.

Vous êtes la première femme à accéder à la présidence en Grèce et vous venez de la société civile. Votre nomination était-elle inattendue ?

J'ai été très surprise de ma nomination. Je n'appartiens pas à la classe politique mais, ce qui a sans doute guidé le choix du premier ministre qui m'a proposée comme candidate, c'est que j'ai été juge pendant trente-huit ans.

La société grecque voulait aussi être témoin d'un changement à la tête du pays et a été très contente de voir qu'une femme accède enfin à un poste politique de premier rang. De nombreuses femmes grecques ont été émuës et m'écrivent. Elles voient en ma nomination un symbole que les femmes peuvent désormais réussir dans tous les domaines. Il y a encore de nombreuses batailles à mener pour l'égalité entre les hommes et les femmes en Grèce mais il y a des progrès.

La pandémie de Covid-19 a bouleversé votre présidence. Comment la Grèce a-t-elle géré cette crise sanitaire ?

Pour la Grèce, cette pandémie est arrivée à un moment crucial après une crise économique longue de dix ans. La société grecque avait déjà traversé de nombreuses épreuves. C'est sans doute pour cela que, lors du premier confinement, les Grecs ont fait preuve d'une grande discipline face aux mesures prises pour endiguer la propagation de l'épidémie. La première vague a été gérée d'une manière impressionnante et même si désormais la situation est plus critique, comparativement à d'autres pays, nous déplorons moins de morts du Covid-19 [plus de 7400] et nous espérons pouvoir avancer rapidement dans la vaccination. Le vaccin est notre seul espoir. Un aspect positif de cette crise en Grèce est que les citoyens ont respecté la parole des scientifiques.

Mais les conséquences économiques des restrictions sanitaires risquent d'être dramatiques pour votre pays...

Des mesures ont été prises pour soutenir les professionnels et les populations les plus vulnérables (baisse du loyer, aide aux personnes en chômage partiel...). Mais, évidemment, nous craignons que le pays ne doive faire face à nouveau à une récession [une chute de 10,5 % du PIB est prévue en 2020]. L'Europe est restée debout face à cette conjoncture et a

heureusement proposé un plan de relance pour tous les pays, ce qui devrait nous aider.

Mais la Grèce doit aussi tout faire pour que le secteur clé de son économie, le tourisme, ne souffre pas autant qu'en 2020. Nous voulons cet été pouvoir accueillir des touristes européens en toute sécurité et c'est pourquoi le premier ministre, Kyriakos Mitsotakis, insiste sur la nécessité de mettre en place rapidement un « passeport vaccinal » au niveau européen.

L'année 2020 a aussi été marquée par les fortes tensions avec la Turquie. La situation s'apaise-t-elle ?

Les tensions avec la Turquie ont commencé juste avant que je prenne mes fonctions, dans la région frontalière de l'Evros. La Turquie a instrumentalisé la question migratoire en voulant laisser passer des milliers de migrants en Europe. Athènes a réussi, avec l'appui de ses partenaires européens, à protéger ses frontières, qui sont aussi celles de toute l'Europe.

Mais Ankara a ensuite continué d'avoir des actions unilatérales et agressives envers la Grèce en mer Egée, où un bateau turc de prospection sismique, accompagné de navires de guerre, avait été envoyé près des îles grecques. La Grèce s'appuie sur le droit international et les règles de bon voisinage, elle les respecte et attend de ses voisins qu'ils en fassent autant.

Le 16 mars se tenait à Athènes la deuxième phase des pourparlers

« Si la Turquie montre qu'elle est réellement disposée à discuter et à régler les conflits, nous le sommes nous aussi »

entre diplomates grecs et turcs pour tenter de résoudre les différends. Si la Turquie montre qu'elle est réellement disposée à discuter et à régler les conflits, nous le sommes nous aussi. Nous voulons améliorer nos relations.

Face à la Turquie, la Grèce a trouvé en Paris un allié de taille. Comment définiriez-vous les liens avec la France ?

Les liens entre la France et la Grèce sont très forts dans tous les domaines, au niveau culturel, politique, économique, mais aussi personnel : de nombreux Grecs ont trouvé refuge en France après la guerre civile, ou lors de la dictature, et une partie de la population a appris le français à l'école.

Avec la crise en Méditerranée orientale, nos deux pays se sont de nouveau rapprochés car le président Emmanuel Macron, avant les autres responsables politiques européens, a très bien compris le danger que pouvaient représen-

ter les actions turques dans la région non seulement pour la Grèce mais pour toute l'Europe.

La Grèce est en première ligne dans l'accueil des demandeurs d'asile en Europe depuis 2015. Déploriez-vous le manque de solidarité européenne ?

La Grèce a porté un poids disproportionné par rapport à d'autres pays dans la gestion de la crise migratoire. La lassitude a gagné les populations sur les îles de la mer Egée qui accueillent des camps. La solidarité entre Etats, mais aussi envers les réfugiés qui ont fui des régimes autoritaires où leur vie est en danger, est essentielle.

Il y a malheureusement des Etats en Europe qui refusent systématiquement d'accueillir des demandeurs d'asile. Les principes humanistes européens ne doivent pas être enterrés face à la montée des extrémismes. L'Europe est face à un défi : garder son unité et préserver ses valeurs, l'Etat de droit, les libertés individuelles...

Dans la gestion de la crise migratoire, l'Europe est déjà présente dans le contrôle des frontières grâce au déploiement des équipes de Frontex et les flux migratoires ont considérablement diminué. Mais nous espérons aussi que le nouveau pacte pour la migration et l'asile discuté par la Commission européenne permettra une répartition plus équitable des demandeurs d'asile en Europe. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR
MARINA RAFENBERG